



n°9504/E

LES ENJEUX POUR MADAGASCAR DU DERAPAGE INFLATIONNISTE ACTUEL

Mars 1995

ROUBAUD François

Engagée dans un processus de profondes restructurations depuis le début des années 80, l'économie malgache est aujourd'hui dans une situation critique : inflation galopante, dépréciation de la monnaie, production stagnante, pouvoir d'achat des ménages en chute libre. Les réformes mises en oeuvre n'ont conduit qu'à un cercle vicieux de contractions répétées de la demande, sans que le chemin de la croissance de l'offre productive ne puisse être trouvé (malgré quelques signes encourageants au cours des années qui ont précédé les événements de 1991).

Dans ce contexte, s'il est un thème d'actualité, c'est bien celui des prix et de l'inflation. Non seulement, elle nous affecte tous dans notre vie quotidienne, mais en plus, elle a été au centre des discussions récentes entre les autorités malgaches et les bailleurs de fonds. Ainsi, P.Dhonte, qui conduisait la délégation du F.M.I., a déclaré dans un communiqué à la presse, que l'inflation avait atteint 50% en 1994, et que tout serait mis en oeuvre pour obtenir 15% en 1995, objectif intermédiaire avant que Madagascar ne réussisse à s'aligner sur l'inflation mondiale, aujourd'hui proche de 2%.

La dynamique des prix au centre de la politique d'ajustement structurel.

Au delà de l'intérêt médiatique, la dynamique des prix est au centre des enjeux de moyen terme qui se cachent derrière le terme barbare "*d'ajustement structurel*", et des programmes qui se négocient avec les bailleurs de fonds. Ces programmes cherchent à mettre en place à Madagascar une économie de marché, c'est à dire une économie où les prix sont déterminés fondamentalement par la confrontation de l'offre et de la demande, et non plus par ce qu'on appelle les "*prix administrés*", fixés de manière discrétionnaire par l'Etat.

Les prix deviennent, dans ce contexte, le facteur central de l'allocation des ressources, et de l'évolution de l'économie. Les consommateurs font jouer le rapport qualité/prix (principe de concurrence), tandis que les producteurs orientent leurs activités vers les secteurs les plus rentables (loi du profit).

Le second objectif des PAS est de renouer avec la croissance, pour améliorer les conditions de vie de la population, et plus particulièrement avec une croissance où les exportations jouent un rôle moteur. Pour améliorer l'insertion mondiale de Madagascar, il faut améliorer la compétitivité de l'économie, c'est à dire accroître la capacité à acquérir des parts de marché. Là encore, les prix jouent un rôle central, à travers le mécanisme de la compétitivité-prix.

Pour alimenter la réflexion sur ce thème, une des premières études du projet MADIO a porté sur la dynamique des prix à la consommation à Madagascar, et ses répercussions sur le pouvoir d'achat des ménages, depuis la décision de flottement de la monnaie prise par les autorités le 9 mai 1994 (1). Cette mesure, qui a provoqué en quelques mois une dépréciation de 50% du franc malgache, a pesé lourdement sur l'évolution des prix.

Un bilan mitigé de la dépréciation du Fmg sur l'économie malgache.

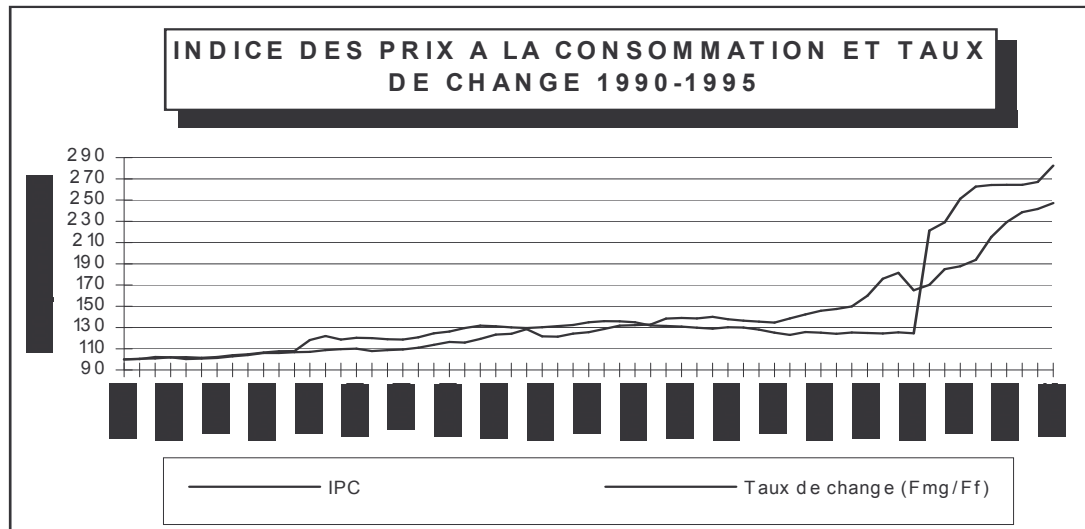
Entre avril et octobre, l'inflation a atteint 35,7%, alors qu'elle était légèrement supérieure à 10%, en rythme annuel, depuis le début des années 90. Elle s'est traduite par une importante dégradation du niveau de vie des ménages urbains. Compte tenu du gel des salaires, la chute du pouvoir d'achat des salariés est comprise entre 25% et 35%. De plus, ce

1) MADIO, "*Dynamique des prix à la consommation depuis le flottement : avril - octobre 1994*", n°94002/E, décembre 1994, 13p.

sont les plus pauvres qui ont été les plus touchés. En effet, les prix des produits de première nécessité ont augmenté de près de 50%.

Du point de vue macro-économique, le flottement de la monnaie a eu un impact positif sur la structure des prix relatifs. En six mois, le taux de change réel (taux de change corrigé du différentiel d'inflation entre Madagascar et ses partenaires) s'est déprécié de 36%, traduisant une rentabilité accrue des biens échangeables, et améliorant la position compétitive de Madagascar dans l'économie mondiale. De plus, le prix du travail salarié a sensiblement diminué.

Cependant, une véritable course poursuite est engagée entre la dépréciation du taux de change nominal et l'augmentation des prix, comme l'illustre le graphique ci-dessous. Si on analyse sur moyenne période l'évolution du taux de change réel, on observe que les deux années antérieures au flottement du franc malgache ont vu la compétitivité de l'économie de Madagascar se dégrader sensiblement. Le flottement est venu donner une bouffée d'oxygène aux producteurs de biens échangeables (exportateurs et producteurs mis en concurrence avec les produits importés), mais les pressions inflationnistes enregistrées depuis lors risquent de la remettre en question.



Sources : INSTAT, BCRM, nos propres calculs

La réforme économique en danger.

Il est clair que la dérive actuelle des prix et du taux de change constitue un risque majeur pour la réussite des réformes mises en oeuvre. En particulier, on peut déjà avancer que l'objectif de 15% d'inflation pour 1995 ne sera sans doute pas tenable, à moins d'exercer une pression insoutenable sur la demande.

A court terme, les perspectives d'inflation ne sont guère encourageantes, et les prochains mois vont constituer une période-clef pour le gouvernement. Sous le triple poids de la croissance des prix du riz, des produits pétroliers et sans doute des salaires, les prix devraient connaître de nouvelles hausses, entraînant des risques de dérapages social et économique. Si la politique de libéralisation n'est pas remise en cause, notamment par des mesures de contrôle des prix, seule une réponse vigoureuse de l'offre permettra d'endiguer des pressions inflationnistes qui pourraient réduire à néant les effets bénéfiques du flottement sur la compétitivité des entreprises locales.

Pour enrayer ce cycle infernal qui pourrait déboucher sur une spirale hyperinflationniste, acculant les producteurs à l'attentisme et conduisant inéluctablement à l'appauvrissement des ménages, il convient de stabiliser ces deux variables clefs de l'économie. Reste à en étudier la faisabilité.

L'impact des variations de prix et du taux de change sur le pouvoir d'achat des coopérants.

Si l'inflation affecte de façon différente le pouvoir d'achat des populations et leurs comportements, elle touche aussi les familles de coopérants. Ces dernières, qui tirent l'essentiel de leurs revenus des salaires souffrent de l'augmentation des prix. Ainsi, l'indice des prix à la consommation des coopérants français élaboré par l'INSEE fait état d'une inflation beaucoup plus importante que celle qui touche les familles malgaches, principalement à cause du poids prédominant des consommations importées. Entre avril et octobre 1994 (dernières données disponibles) l'augmentation des prix pour les coopérants aura atteint 32%, alors l'IPC des familles malgaches a crû en moyenne de 35,7%.

Mais en contrepartie, les revenus des coopérants bénéficient de la dépréciation du franc malgache, puisque les salaires et indemnités sont libellés en devises. La résultante de ces deux facteurs qui jouent en sens opposé sur le pouvoir d'achat dépend principalement du type de biens consommés (locaux ou importés, payé en Fmg ou en Ff), et de la répartition du revenu entre différents usages (consommation sur place ou en France, épargne). L'élaboration de l'indice des prix des coopérants a justement pour objectif d'ajuster les différentes primes d'expatriation en fonction de l'inflation et du taux de change, de façon à assurer une certaine équité entre des différents pays de résidence.

Par contre, l'impact des variations du revenus des expatriés sur l'économie de Madagascar est relativement faible, compte tenu du poids limité de leur demande effective à l'échelle du pays, sauf pour certaines catégories de biens, dont les expatriés sont les principaux consommateurs.